VIIe **Le jardinier vous fait découvrir la magie des îles artificielles de la Seine** (Cahier central)

75

Lundi 21 avril 2014 - Nº 21652 - www.leparisien.fr 1,10 €

Le Parisien

« TOP CHEF »

Les finalistes jugés par nos lecteurs
(Page 34)

(M 6/Pierre Olivier.)

Le mal mystérieux des militaires d'Albion

Notre enquête révèle que des dizaines de militaires qui ont travaillé sur le site de la dissuasion nucléaire française souffrent de cancer. La Défense nie toute contamination radioactive. (Pages 2 et 3)

Une captivité éprouvante

Les premiers récits des quatre ex-otages français rentrés hier de Syrie montrent des conditions de détention très sévères.
(Page 4)

(AFP/Thomas Samson.)

(DR.)

MUSIQUE

« Happy » accusé de plagiat
(Page 30)

TÉMOIGNAGE

Il y a 70 ans, les Françaises obtenaient le droit de vote
(Page 9)

PSG

Laurent Blanc s'apprête à jouer les prolongations
(Page 16)

R 20174 - 421 - 1,10 €

L'ÉDITO

Le doute

Rien ne permet d'affirmer que les missiles nucléaires enfouis dans les silos du plateau d'Albion sont à l'origine des maladies très graves qui frappent plusieurs des militaires qui ont travaillé sur le site. Rien, sinon le doute né du terrible silence, durant des années, des autorités sur d'autres cas dont il est aujourd'hui avéré qu'ils sont liés aux essais d'engins atomiques dans le Sahara et dans l'atoll de Mururoa. La preuve que l'armée n'a au fond aucun intérêt à cultiver sa réputation de Grande Muette.

THIERRY BORSA
tborsa@leparisien.fr

CLÉS

La France a procédé à 210 essais nucléaires entre 1960 et 1996, en Algérie puis en Polynésie. Plusieurs milliers de militaires ont subi leur radioactivité.

La loi Morin a créé le Civen, le Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires. Fin 2013, seules 7 indemnisations sur 2 000 potentielles ont été octroyées.

Le syndrome du Golfe a été développé par des centaines de militaires français. Il pourrait être lié à l'utilisation de munitions à uranium appauvri en 1991, voire à celle de vaccins. 60 militaires au moins en sont décédés. Une instruction judiciaire est en cours.

Le lieu le plus secret de France

Pendant des décennies, ce fut l'endroit le plus secret et le mieux gardé de France. Choisi pour sa capacité à encaisser une attaque nucléaire et son relief propice à la dissimulation des missiles balistiques, le plateau d'Albion fut l'élément clé de la force de frappe nucléaire française durant la guerre froide. Dès 1971, la base aérienne 200 Apt-Saint-Christol accueillit 18 silos contenant les missiles de 22 m. En 1996, Jacques Chirac entérinait la fermeture du site, obsolète et trop onéreux à entretenir. Le démantèlement s'acheva en 1999. Les analyses de l'Opri (Office de protection contre les rayonnements ionisants) conclurent que les zones réattribuées à l'armée, dont la légion, ne nécessitaient « pas de restriction liée à la radioactivité ». En revanche, pour certains secteurs toujours sous contrôle de l'Etat, « des niveaux en plutonium supérieurs aux valeurs habituelles » ont été relevés. La faute à Tchernobyl ? Difficile à dire. Aujourd'hui, les silos et la myriade de bunkers ont été noyés sous le béton.

N.J.

Ce mal étrange qui ronge les anciens d'Albion

EXCLUSIF. Selon notre enquête, des dizaines de vétérans du site de lancement de missiles nucléaires du plateau d'Albion souffrent de cancer. L'armée dément toute responsabilité.

C'EST UN MAL INSIDIEUX qui les ronge. Un mal dont les prémices remontent entre 1971 et 1996, aux confins de la Drôme et du Vaucluse, et qui pourrait toucher, selon notre enquête, plusieurs dizaines de militaires. Tous souffrent de formes rares de cancer. Ils ont en commun d'avoir été en poste au plateau d'Albion, 800 ha non loin du mont Ventoux, où 18 zones de lancement ultrasecrètes accueillaient les missiles nucléaires SSBS alors pointés vers le bloc de l'Est. Parmi ces cas que nous avons pu identifier, deux font désormais l'objet d'une procédure en justice. Une démarche longue et incertaine. Depuis 2003, Leny Paris, ancien commando de l'air, se bat, sans succès, afin de faire reconnaître que la nécrose des os dont il souffre est la conséquence d'une irradiation sur le plateau, où il a passé un an à veiller sur les têtes nucléaires *(lire témoignage page 3)*.

Des cas troublants

Une mise en cause balayée par l'armée. Si cette dernière reconnaît avoir reçu « quelques demandes de passés radiologiques » de la part d'anciens d'Albion, elle dément toute « dose significative de radioactivité pouvant avoir un impact sur la santé ». Le ministère s'appuie notamment sur « les études menées sur le site, qui ont montré que son fonctionnement n'avait entraîné aucune contamination radioactive, et qu'il n'existait aucun risque d'exposition externe. »

Des traces de radioactivité ont pourtant été relevées sur place, mais pour la Défense, elles « ne mettent en évidence que des radioéléments qui proviennent soit d'origine naturelle, soit des retombées des essais nucléaires de 1950 et de la catastrophe de Tchernobyl. »

Un autre dossier met en lumière celui de ces irradiés d'Albion. Les anciens de l'île Longue (Finistère), qui travaillaient eux aussi aux côtés des têtes nucléaires, celles des sous-marins, se sont constitués en association. Plusieurs sont décédés de maladies radio-induites, reconnues comme professionnelles pour quatre d'entre eux.

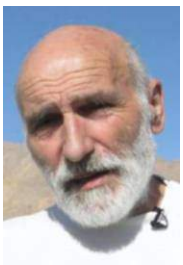
Combien d'anciens d'Albion sont touchés ? En l'absence d'étude sérieuse, difficile à dire. Mais les témoignages sont là, comme celui de Georges, qui travaillait au refroidissement des têtes, mort d'un sarcome en 2003, où ce gendarme qui descendait régulièrement dans les silos, décédé à 70 ans, en 2011, d'une leucémie fulgurante. Ou encore le boulanger de Saint-Christol, à proximité de la base, lui aussi emporté par une leucémie du même type. « Il y a beaucoup de ces maladies dans la région, avance sa veuve. Les gens en parlent, mais sans trop savoir. »

Pour mettre en évidence un lien, encore faudrait-il connaître les relevés dosimétriques des intéressés. Mais tous n'étaient pas équipés de dosimètre. Quant à ceux qui l'étaient, leur profil radiologique est entre les mains de l'armée. Leny Paris vient d'obtenir le sien… onze ans après en avoir fait la demande.

NICOLAS JACQUARD

« La Défense brouille les cartes »

Roland Desbordes, président de la Criirad


(DR.)

ASSOCIATION indépendante, la Criirad est spécialisée dans l'analyse de la radioactivité.

Quel crédit apportez-vous aux affirmations de ces malades, comme Leny Paris ?

ROLAND DESBORDES. L'irradiation est une cause possible de leurs maux. Mais prouver, par exemple, que M. Paris a bien été irradié est difficile. Quand l'armée les fournit, les relevés de dose ne sont pas toujours exploitables. Ceux qu'elle avait communiqués par le passé pour Albion ne mentionnaient pas la localisation des balises de mesure. Il s'agissait également de doses moyennes, par exemple sur un mois, qui ne veulent rien dire. On a le sentiment que la Défense brouille les cartes.

« Ces pathologies induites par la radioactivité ne sont pas toujours spécifiques »

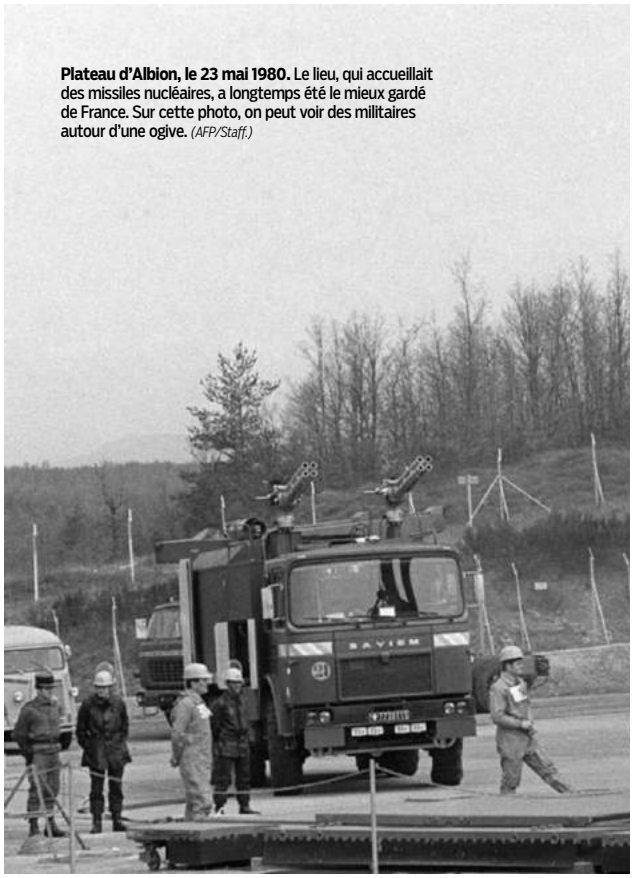
Avec des relevés valables, prouver qu'une maladie est liée au nucléaire est-il possible ?

En France, c'est presque impossible. D'un point de vue médical, ces pathologies induites par la radioactivité ne sont pas toujours spécifiques. D'autres causes peuvent en être à l'origine. Or, la justice demande la preuve d'un lien de causalité, et celle que votre maladie soit exclusivement liée à la radioactivité. A l'inverse, dans les pays anglo-saxons, il existe une liste de maladies radio induites. Si vous en développez une, et qu'il est attesté que vous vous êtes trouvé dans une situation exposant à un risque de contamination ou d'irradiation, les juges présument alors qu'il y a un lien, ce qui ouvre la voie à une indemnisation.

Vous êtes également sceptique sur l'état actuel du plateau d'Albion…

L'Office de protection contre les radiations ionisantes (Opri) avait expertisé la zone à la fin des années 1990. Il n'y aurait rien d'anormal. Peut-être. Mais d'un point de vue scientifique, leurs expertises présentent de nombreuses lacunes, sur les éléments recherchés, comme sur les protocoles mis en œuvre. Par exemple, l'Opri n'a pas mesuré le tritium sur les sols et les végétaux. Tout cela pose question.

Propos recueillis par N.J.



Plateau d'Albion, le 23 mai 1980. Le lieu, qui accueillait des missiles nucléaires, a longtemps été le mieux gardé de France. Sur cette photo, on peut voir des militaires autour d'une ogive. *(AFP/Staff.)*

A 42 ans, Leny est aussi fragile que du verre

IL NE PEUT PLUS travailler, est partiellement sourd. Rien que de saisir un téléphone le fatigue. Et les soirées de Leny Paris s'achèvent à 21 heures. Le naufrage de la vieillesse ? Pas vraiment. Leny a 42 ans. Dans une vie pas si lointaine, il était une force de la nature, un « cocoye » dans le jargon militaire. Comprendre : un membre des commandos de l'armée de l'air, porteur du prestigieux béret noir.

Cette vocation est devenue sa croix. En août 1990, Leny est affecté au plateau d'Albion. Avec ses camarades, il est en charge de la surveillance des têtes nucléaires. « Le briefing a été rapide, se souvient-il : interdiction de prendre des photos, et stricte confidentialité. » Pendant un an, les gardes vont s'enchaîner, seulement interrompues par les alarmes. Alarme intrusion, quand un lapin se faufile dans les grillages. Alarme dosimétrique, aussi, quand les capteurs détectent une radioactivité anormale, deux ou trois fois chaque semaine.

« Les scientifiques étaient intégralement protégés. Moi, je n'avais rien »

Leny Paris, ex-commando de l'armée de l'air affecté au plateau d'Albion

« Nos chefs nous disaient de ne pas y aller », raconte Leny. Pourtant, c'était souvent nécessaire. « Parfois, on prenait une tenue NBC *(NDLR : nucléaire, bactériologique et chimique)*. Mais la plupart étaient défectueuses. On ne mettait pas non plus les masques. » Les missiles restent tapis dans les silos. Parfois, leurs têtes doivent être changées. « Les scientifiques étaient alors intégralement protégés. Moi, je n'avais rien. »

Leny est rendu à la vie civile. Mais à 28 ans, sans prévenir, dans la rue, son pied se met « à l'équerre. » Diagnostic : double fracture de la malléole. S'ensuit un examen de la densité osseuse. Le couperet tombe : Leny a les os « plus fragiles qu'une personne de 90 ans ».

« Plus le temps passe, et plus mon corps se désagrège »

Leny Paris

Pour l'un des médecins qui l'examine, la cause est à chercher « là-bas », du côté du plateau d'Albion. Leny veut comprendre, et entame en 2003 un parcours du combattant autrement plus périlleux que ceux qu'il enchaînait à l'armée. Une première procédure devant le tribunal aux armées de Pau, en 2009, se solde par un refus de lui octroyer une pension. Contre l'évidence, un premier expert nommé par l'armée ne constate pas d'« ostéonécrose », la nécrose du squelette. Pourtant, Leny a perdu 3 cm de taille, et 10 kg. En 2010, il se fracture cette fois le tibia et le péroné. Pour le chirurgien civil qui le soigne, il ne fait également aucun doute qu'il s'agit d'un « os irradié. »

Mais en 2011, une nouvelle expertise militaire rend les mêmes conclusions que la première. Finalement, ce n'est que début 2013 que cette nécrose sera officiellement constatée par un expert militaire. Cette maladie est réputée radio-induite. La Sécurité sociale la classe dans une « étiologie post-irradiation », même s'il a fallu une intervention politique pour que Leny soit pris en charge à 100 %. L'armée, elle, estime toutefois qu'elle n'a rien à voir avec cette pathologie.

Dès 2003, Leny avait demandé que lui soient transmis ses relevés dosimétriques individuels, qui permettraient de savoir s'il a été ou non irradié. Seuls des relevés non utilisables ont d'abord été communiqués. Sous la contrainte, la Défense a fini par reconnaître qu'il avait reçu une dose moyenne, relativement faible, de 0,4 millisievert. Saisi du dossier, le médiateur de la République a finalement obtenu, en mars, des relevés censés être plus précis. Leny, qui n'a pu encore en prendre connaissance, n'en attend rien. « Je les vois mal donner les véritables chiffres. Je suis dégoûté. Plus le temps passe, et plus mon corps se désagrège. » Parfois, il regarde un reportage sur les commandos, et peine à réprimer un sanglot. « Je pleure d'avoir été si fort quand j'étais jeune, et d'être aussi malade aujourd'hui. »

NICOLAS JACQUARD

Saubion (Landes), le 16 mars. Ses années dans l'armée de l'air, son prestigieux béret noir, Leny en était fier. Mais sa vocation est devenue une croix quand à 28 ans, un médecin lui annonce qu'il a les os plus fragiles qu'une personne de 90 ans. *(Lubin/photomobile.)*

(LP/Marie-Laure Thomas.)

Plan-d'Orgon (Bouches-du-Rhône), le 1er avril. Bertrand Brunet.

« On touchait les têtes nucléaires ! »

Bertrand Brunet, atteint de ganglions cancéreux

IL TRAVAILLAIT SI PRÈS des têtes nucléaires qu'il pouvait les toucher. « Et on les touchait ! se souvient Bertrand Brunet. Souvent, on était à moins d'un mètre des missiles. »

En 1971, cet électricien alors âgé de 20 ans est affecté au maintien opérationnel du fleuron de la dissuasion française. « On était l'aristocratie, rigole-t-il. On avait la belle vie, le boulot était passionnant. » Bertrand descend au quotidien dans les 18 silos de ce site stratégique. « On passait par un sas. 9 m plus bas, on se trouvait à côté du fût du missile. » le tout sans aucune protection, ou presque. « Quand il y avait des nouveaux, on les faisait descendre pour une visite », se souvient l'électricien, qui quitta les lieux en 1978, et réside aujourd'hui à Cavaillon (Vaucluse).

Il le reconnaît : « on savait qu'il y avait des risques, mais on se croyait intouchable. » L'avenir lui a donné tort. Il y a deux ans, on lui a dénombré une vingtaine de ganglions cancéreux. Il les attribue à son passage sur le plateau d'Albion, tout en reconnaissant qu'il n'en a pas la moindre preuve. « Je suis comme tout le monde, j'ai bu l'apéro, j'ai fumé, alors comment savoir ? » Toute certitude est impossible, surtout en l'absence de relevés dosimétriques. « Les dosimètres, j'en ai demandé, mais on ne m'en a jamais donné… Même nos collègues de l'Aérospatiale nous engueulaient. Ils nous disaient : *Mais mettez des compteurs Geiger !* »

Ce retraité a vu beaucoup de ses copains partir avant l'heure. « Un gars que j'avais formé est mort quelques années plus tard. » Jeannot, son chef de service, a lui aussi un cancer. Un autre souffre d'un cancer de la carotide. Alors, quand Bertrand a été diagnostiqué, il a « tout de suite pensé à Albion ». Lors d'une visite sur place à l'époque, Michel Debré, alors ministre de la Défense, avait pourtant déclaré qu'il « n'y avait pas plus de risque à travailler ici qu'à conduire sur l'autoroute ».

N.J.

Jean-Michel veut la vérité

La santé de Jean-Michel a commencé à vaciller dès la fin de son affectation au plateau d'Albion, en 1981-1982. « On m'a découvert une tumeur dans le dos », se souvient-il. A 21 ans, il se sent constamment fatigué et développe un psoriasis. A 40, il voit se développer « des granulons sur les pieds, comme des bourgeons qui saignaient sans jamais cicatriser ». Les médecins sont perplexes, s'interrogent alors sur un éventuel empoisonnement. Enfin, il y a cinq ans, on lui découvre un important nodule sur la thyroïde. Jean-Michel en est persuadé : tous ces maux viennent d'Albion. « Le 5 juin 1982, il y a eu un incident, se rappelle-t-il. Une tête nucléaire est restée une semaine sur le parking. On se garait à côté. » Lui n'a participé aux gardes des missiles qu'une dizaine de jours, mais il est convaincu qu'ils ont scellé son destin. Alors, Jean-Michel a fait en 2008 une demande d'indemnisation devant le tribunal aux armées de Marseille. Refusée. Mais l'ancien militaire remet en cause les expertises, réalisées « par un généraliste qui n'y connaissait rien ». Régulièrement, il s'enquiert de l'avancée de son dossier auprès du ministère de la Défense. Lors d'un de ses appels, « on m'a répondu que je devais patienter, car nous étions beaucoup d'anciens d'Albion à les solliciter… »

N.J.